



## ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.07.18/962

### Thème : TRAVAUX

**Objet** : Prolongation de l'arrêté 2023.06.28/729: Autorisation délivrée à l'entreprise ALLAMANNO afin d'effectuer des travaux de réseau d'eau potable et eau usées eaux usées, place de l'Eglise à Pont de Cervière du 03 au 10 juillet 2023. Durant la durée des travaux, la route sera barrée.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
  - Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
  - Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
  - Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
  - Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
  - Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
  - Vu la demande effectuée par l'entreprise ALLAMANNO, 10 juillet 2023.
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

### ARRÊTE

**Article 1** : Autorisation délivrée à l'entreprise ALLAMANNO afin d'effectuer des travaux p réseau d'eau potable et eaux usées, du 03 au 10 juillet 2023.

**Article 2** : Des places de stationnement leurs seront réservées. Pendant la durée des travaux, la route sera barrée.

**Article 3** : Le responsable de l'entreprise ALLAMANNO assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

**Article 4** : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation règlementaire de chantier par l'entreprise ALLAMANNO conformément aux textes en vigueur.

**Article 5** : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions

définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation règlementaire.

**Article 6 :** Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

**Article 7 :** Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**Article 8 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du Corps de Police Urbaine,
- le Responsable de la Police Municipale,
- le Directeur des Services Techniques,
- les Services Techniques Communaux
- l'entreprise ALLAMANNO

**Article 9 :** Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B,
- l'entreprise ALLAMANNO

Fait à Briançon, le 10 juillet 2023

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

René MICHEL



Transmis-le :

Notifié le :